

La Serbie

Le Piémont des Balkans

Cette terre est gorgée de sang : pas une ville, un hameau qui n'ait été incendié, pas une route qui n'ait vu défiler les interminables cohortes de conquérants, pas un rocher derrière lequel ne se soit caché un partisan traqué. Aux sources de ce destin tragique, on trouve la géographie.

Lorsque s'accomplit le partage de l'Empire romain (395), la ligne de rupture passe au milieu des Balkans : Rome d'un côté, Constantinople de l'autre. Ce sera plus tard Vienne et Istanbul, puis Washington et Moscou. Extrême occident de l'Orient, la Serbie connaît son apogée au Moyen Age. Elle est un grand Etat prospère qui s'étend de la Save à l'Adriatique. Puis vient la nuit ottomane : les Turcs remontent le Danube jusqu'au cœur du pays. L'indépendance serbe agonise aux champs des Merles. Durant quatre siècles, la Serbie ploie sous le joug. C'est sans compter l'acharnement de ce peuple à vouloir faire mentir son nom, la « Servie », la nation des esclaves. Popes, paysans se soulèvent et, à l'appel d'un marchand de porcs, rejettent la fêrule du sultan. Timide début : à peine affranchie, la Serbie se trouve au carrefour où se heurtent des impérialismes européens. Mais les Serbes voient grand et se prennent à rêver d'un royaume des Slaves du Sud. Ils se fixent une mission historique : amener les peuples frères islamisés ou germanisés, à l'idée d'un Etat commun. Leur rusticité leur vaut le mépris des puissants. « Les Serbes, affirme Guillaume II, sont nés pour obéir et non pour commander ». En un siècle, la Serbie et son hypostase panslave la Yougoslavie, défient les quatre grands empires de la planète : elle « révolvérise » l'héritier du trône d'Autriche-Hongrie ; elle déchire le traité d'adhésion à l'Axe, à la fureur du Reich allemand ; elle rejette la tutelle pressante de l'URSS ; elle affronte les Etats-Unis et son bras armé, l'Alliance Atlantique. A l'orée du XXI^e siècle, la Serbie semble ramenée à ses frontières primitives. Dépouillée de son berceau historique, le Kosovo, privée de son débouché maritime, le Monténégro, elle est redevenue un pays bucolique de plaines et de montagnes... de montagnes surtout ! La montagne, écrit Jean-Marie Domenach, « toujours servira de refuge : elle abrite les insurgés, elle repeuple la plaine exsangue ». En un mot, elle prépare la future renaissance nationale.

Sommaire :

- Du calcaire, de l'eau et des hommes
- Les Serbes : paysans, patriarches, partisans
- La Serbie avant les Serbes (5000 - VI^e siècle av. J.-C.)
- Un peuple immigré : VI^e siècle - VIII^e siècle
- Dans l'ombre de Byzance et des Bulgares (VIII^e siècle - IX^e siècle)
- Le pays éclaté (950-1165)
- Le royaume des Némanjides : la Grande Serbie médiévale (1165-1421)
- La « nuit ottomane » (1459-1804)
- Renaissance d'une nation (1804-1868)
- La Serbie dans la poudrière balkanique (1868-1914)
- L'explosion (1914-1918)
- La Yougoslavie royale : hypostase panslave (1918-1941)
- La tragédie (1941-1945)
- Une petite Serbie dans une grande Yougoslavie (1945-1991)
- La Serbie étroite (1991-2018)

Du calcaire, de l'eau et des hommes

La Serbie est un pays balkanique, un pays du Danube et un pays méditerranéen. Elle s'étend sur 88 000 kilomètres carrés et compte, en 2015, 7 100 000 habitants.

Au nord du pays, se trouve la province autonome de [Voïvodine](#) (21 506 kilomètres carrés) qui dispose d'un gouvernement qui lui est propre. Du point de vue de Belgrade et des Nations unies, il existe, au sud du pays, une seconde province, le Kosovo et la Métochie, qui couvre une superficie de 10 887 kilomètres carrés. La [Serbie centrale](#), qui se prolonge sur 55 968 kilomètres, ne dispose, quant à elle, d'aucun statut officiel. Elle désigne communément la partie de la république de Serbie qui se trouve en dehors de la Voïvodine et du Kosovo.

Tout le paradoxe de ce pays, explique Alexis Troude, est qu'il est à la fois « un petit Poucet sur le territoire européen et une puissance régionale d'envergure dans les Balkans ». A la jonction des axes nord-sud et est-ouest, elle est le point de rencontre des poumons occidentaux et orientaux de l'Europe. Le pays s'ouvre au nord sur la plaine hongroise. Avec ses terres grasses, la Voïvodine est une région céréalière et d'élevage intensif. Signes de cette prospérité ancienne, des villages en damier, héritages de l'occupation autrichienne au XVIII^e siècle, ponctuent le paysage. La Save et le Danube irriguent généreusement ces grandes étendues. Ces deux fleuves tracent un sillon sur lequel se greffe la Morava, dont la vallée ouvre un couloir complété au sud par celle du Vardar. Le Danube étire ses courbes paresseuses sur 500 kilomètres. En aval du fleuve, les Portes de fer matérialisent la frontière avec la Roumanie. Cette plaine est l'espace des grandes vagues d'invasions et de toutes les dévastations. Belgrade, la capitale détruite et reconstruite onze fois, résume à elle seule l'histoire du pays. La ville elle-même est neuve ou presque. Les dernières maisons turques ont laissé place à d'austères barres titistes. En 1870 encore, Ernest Denis y avait connu une ville d'Orient, « creuset où les scories d'un passé turbulent avaient été jetées pêle-mêle et n'arrivaient pas à se combiner ».

En réalité, la Serbie est aux deux tiers un magma de vallées abruptes et de reliefs karstiques de hauteur moyenne (1 200 mètres). Aux périphéries, les Alpes dinariques dessinent un arc de cercle dont les sommets pointent au dessus de 2 000 mètres. Hautes montagnes, vallées abruptes, fraîcheur, eaux courantes, prairies et forêts. Les vallées, sont souvent occupées par des usines, avec leurs torrents aux eaux impétueuses : terre de vignes et de pruniers. Plus haut, les montagnes demeurent le domaine de l'élevage et des transhumances. Le haut plateau du Kosovo représente la seule voie d'accès vers l'Albanie par la vallée de la Métochie, ce qui explique les migrations massives d'Albanais.

Le pays souffre de son enclavement. L'accès à la mer est le grand dessein auquel aspirent les dirigeants serbes quelles que soient les époques. Ainsi, explique Jean-Marie Domenach, « aveuglé par la montagne, le pays ne voit pas la mer, sa mer ; il y tend cependant avec une violente gourmandise, il voudrait s'y laver de sa poussière, de son sang, de ses manières de rustre. La tension Nord-Sud est sensible en Yougoslavie, comme d'un amour exaspéré par l'obstacle, pour cette côte lumineuse, inaccessible ».

En Serbie, cohabitent vingt-six nationalités. Elle est une Yougoslavie à l'échelle miniature avec tous les problèmes qui en découlent. Comme une série de séismes, les peuples ont été déracinés, de vastes transferts n'ont cessé de bouleverser la carte et d'ajouter le chaos à la confusion.

Les Serbes représentent 73 % de la population. Les autres composantes sont hongroises (Voïvodine), bosniaques (Sandjak), roumaines (Banat), slovaques, bulgares, mais des communautés tzigane, valaque, turque, allemande, et lorraine existent aussi. Malgré leur assimilation avec les Allemands, la trace des Lorrains venus au XVIII^e siècle à l'invitation de Marie-Thérèse d'Autriche s'établir dans le Banat, fut visible jusqu'en 1945.

Le Serbe relève du rameau méridional des langues slaves. Mais de multiples nuances existent. Ainsi, les Serbes d'Herzégovine et les Monténégrins utilisent le jekavien. Ceux de Serbie centrale, l'ekavien. De plus, les Serbes jonglent entre les alphabets cyrillique et latin sans difficulté. Les grands médias et les entreprises ont une préférence pour le second alors que les intellectuels et le gouvernement s'en tiennent au premier.

La démographie marquée par les crises et les guerres stagne. Le taux de fécondité de 1,4 est inquiétant. En outre, un peu moins de 500 000 réfugiés vivent en Serbie. La majorité d'entre eux arrivent de Croatie (250 000) suivis par ceux de Bosnie et du Kosovo. Installés dans des conditions précaires, ces réfugiés sont les premières victimes de la misère.

Les Serbes : paysans, patriarches, partisans

Le peuple serbe, écrit Victor Bérard en 1915, est « fait pour les neuf dixièmes de paysans qui possèdent le sol : c'est une nation de petits propriétaires qui vivent de leurs récoltes et de leurs vignes, de leurs troupeaux et de leurs arbres, qui cultivent de leurs mains leur terre ». Les Serbes ont développé à travers les âges un sens aigu de la fraternité. La famille, le village et la nation sont vécus au quotidien comme autant d'espaces de sociabilité. L'influence de la zadruga est toujours perceptible. Il s'agit d'une association perpétuelle de biens et de travail sous l'autorité du plus âgé ou du plus capable. L'héritage n'est pas partagé. Les terres, les troupeaux et les maisons restent en commun. Tous les enfants sont élevés ensemble. On vit autour d'une même cour, en plusieurs logis. Au jour fixé pour la récolte ou la vendange de tel champ ou de tel vignoble, tous travaillent gratuitement pour un membre de la zadruga, qui nourrit et abreuve les ouvriers agricoles. Les invasions successives ont éliminé l'aristocratie. Privés de leur noblesse, les Serbes durent puiser leur élite au sein du petit peuple. On ne compte plus les serruriers maréchaux, et les ambassadeurs anciens journaliers agricoles.

Mais c'est l'orthodoxie qui fait la véritable armature de l'identité serbe. Les monastères, comme leurs fresques, ont survécu à tous les envahisseurs. Tout commence au IXe siècle, lorsqu'un prince slave demande à Byzance qu'on lui envoie des missionnaires capables de prêcher en langue autochtone. L'empereur mande Cyrille et Méthode qui traduisent les Evangiles du grec au slave et inventent l'alphabet cyrillique. A partir du XIIe siècle, l'Eglise serbe rompt avec Byzance et se proclame nationale. Ensuite, l'hégémonie ottomane fait de l'Eglise le conservatoire de l'identité serbe. A la bataille du champ des Merles, le dilemme est cruel. Le pape conditionne toute aide contre les Turcs à la reconnaissance de sa prépondérance. Le choix, explique Alexis Troude, est dès lors fondamental : « sacrifier l'indépendance politique devant l'invasion ottomane ou bien sa spécificité ecclésiale par rapport à l'Occident... Le système du millet qui accordait à chaque minorité confessionnelle de l'Empire ottoman la garantie de ses droits religieux, permit dans un premier temps aux Serbes de préserver dans leurs monastères, l'essentiel de l'héritage artistique et du patrimoine culturel ». Néanmoins, l'orthodoxie n'est aujourd'hui la religion que de 69 % de la population. Les musulmans du Kosovo et du Sandjak forment une importante minorité. Par ailleurs, d'autres confessions existent : Croates catholiques, Ruthènes et Hongrois protestants de Voïvodine. Enfin, des Serbes musulmans, les Gorans, descendants des Slaves islamisés au Moyen Age démontrent qu'orthodoxie n'est pas forcément synonyme de serbité. Ces influences se superposent à l'infini. Elles sont à l'origine d'une culture populaire balkanique qui charrie des apports contradictoires. Jusqu'au XIXe siècle, les femmes serbes de Belgrade revêtaient le voile, tandis que leurs époux adoptent le turban et le narguilé. Vuk Karadzic écrit en 1829 : « Les Serbes ne sont que des paysans. Les quelques Serbes qui vivent dans les villes sont appelés varosani [les habitants des faubourgs]. Ils portent des vêtements turcs et vivent suivant les coutumes turques. »

La Serbie s'est faite à coups d'épée. Pendant des siècles, elle subit la double pression de l'Orient et de l'Occident. De la défaite de Kosovo aux bombardements de l'OTAN en passant par la retraite épique de 1915, ce peuple de paysans-soldats ne cesse de refluer puis de contre-attaquer. L'image du roi Pierre sur son char à bœufs, fuyant avec tout son peuple l'avancée austro-hongroise dans les neiges des montagnes plutôt que de se rendre, symbolise cette volonté tenace. Des montagnes, terres des proscrits et des hors-la-loi a émergé la figure du Hadjuk, ancêtre du partisan du XXe siècle. Ces marginaux se rassemblent en bandes qui labourent les routes à l'époque ottomane. Ils s'attaquent aux administrateurs, cadis et soldats. Les paysans leur donnent refuge et ils sont à l'origine de toutes les révoltes. La répression du sultan est impitoyable. A Nis, les voyageurs peuvent encore contempler les crânes dressés en pyramide. Lamartine en laisse une description saisissante : « Il peut y en avoir 15 à 20 000 ; à quelques-uns les cheveux tenaient encore et flottaient comme des lichens et des mousses au souffle du vent : la brise des montagnes soufflait vive et fraîche, et, s'engouffrant dans les innombrables cavités des têtes, des faces et des crânes, leur faisait rendre des sifflements plaintifs et lamentables. » Durant la seconde guerre mondiale, les partisans tiennent tête à trente divisions italo-allemandes et, comme leurs ennemis, ne font pas de quartier. Sur cette terre âpre, la mort est une vieille compagne. Les cadavres empalés, émasculés et écorchés jonchent l'histoire serbe. L'assassinat, surtout s'il se teinte des couleurs d'une noble cause, est entouré d'une aura sacrée. Tel le chevalier serbe Miloch Obilicht qui, aux champs des Merles, transperce de sa dague le sultan Mourad. Tel, le 28 juin 1914, les conjurés de la Main noire qui tuent le prince héritier d'Autriche, François-Ferdinand et son épouse. C'était l'anniversaire de la glorieuse défaite de Kosovo...

La Serbie avant les Serbes (5000 - VIe siècle av. J.-C.)

Les premières traces d'occupation humaine remontent à 100 000 ans. Vers 5000 avant J.-C., il existait une culture originale à Lepenski Djer. Mais c'est à partir de l'âge du fer que le premier groupe connu, les Illyriens, arrive. Au Ve siècle avant J.-C., les Celtes occupent les rives du

Danube. La tribu des Scordiques établit un oppidum à Singidunum, l'actuelle Belgrade.

La conquête romaine ajoute une nouvelle strate ethnique. Grâce au recrutement et à l'installation massive de légionnaires, la culture latine pénètre. Comme partout autour de Mare Nostrum, les soldats édifient un gigantesque réseau routier qui s'enfonce dans les Balkans jusqu'à Constantinople. Le long de ces voies, les Romains construisent des cités qui manifestent la grandeur de l'empire : Naissus (Nis), Singidunum (Belgrade).

35 av. J.-C. : Auguste achève la pacification de l'Illyrie.

9 av. J.-C. : Création de la province d'Illyrie.

10 ap. J.-C. : La province d'Illyrie est divisée entre la Pannonie et la Dalmatie. La future Serbie se trouve coupée en deux.

69 : Vespasien fonde plusieurs colonies de vétérans en Pannonie, dont Sirmium, la future Belgrade.

196 : Le fils de Septime Sévère, Caracalla, est proclamé César à Vimacium (Mitrovica).

235 : Maximin le Thrace installe la cour impériale à Sirmium pour mieux combattre les Sarmates et les Daces.

271 : Naissance à Nis du futur empereur Constantin.

284 : Le Dalmate [Dioclétien](#) monte sur le trône et instaure le système de la [tétrarchie](#) ; Les tétrarques réorganisent les provinces pour en améliorer la défense. La Pannonie inférieure est divisée en deux : au nord la Valeria avec, pour capitale, [Aquincum](#) (Budapest) et au sud la Pannonia Secunda, avec pour capitale Sirmium.

359 : Gratien fils de Valentinien naît à Sirmium.

395 : L'empereur Théodose Ier partage l'empire. La Serbie actuelle est rattachée à l'Empire romain d'Orient. Comme le souligne Georges Castellan, cette rupture est fondamentale. Elle donne à « l'Orient romain une indiscutable prépondérance sur un Occident désormais dominé par des peuples germaniques organisés en royaumes barbares. Le relâchement puis la rupture des liens politiques et administratifs avec Rome firent s'estomper les caractères latins de la civilisation balkanique au bénéfice d'un hellénisme qui s'appuyait désormais sur Constantinople, une capitale d'un demi-million d'habitants, dont la grande majorité parlait grec ».

448 : Attila envahit les Balkans.

Un peuple immigré : VIe siècle - VIIIe siècle

L'origine du peuple serbe demeure entourée d'un halo de mystère. Grossissant les rangs d'autres peuples d'origine iranienne (les Sarmates), turque (Avars), ou encore germanique (les Goths), les anciens Slaves ne forment pas au départ un groupe particulier. Le foyer original des peuples slavophones des Balkans se situe quelque part entre le Caucase et le Dniepr en Ukraine. Les Serbes auraient eu pour ancêtres les Sarmates. Pline l'Ancien, au premier siècle de notre ère, et Ptolémée, au deuxième siècle, les auraient localisés au sud de la Volga, sous le nom de « Serboi ». Leur nom aurait ensuite resurgi aux IIe et IIIe siècles dans les inscriptions en langue grecque de la colonie de Tanais, sur les rivages de la mer d'Azov. Fuyant les Huns qui submergent la Sarmatie, les Serbes se dirigent vers l'Europe centrale et s'installent en Serbie blanche (Lusace). Les Sorabes de Saxe en sont aujourd'hui l'ultime rameau. L'empereur byzantin Constantin Porphyrogénète relate qu'à la demande d'Héraclius (610-641), de nombreux Serbes auraient quitté la Lusace pour combattre les Avars. L'empereur, pour les remercier, leur assigne le thème de Thessalonique. L'endroit en question leur ayant déplu, les Serbes gagnent le Nord de la péninsule balkanique et demandent aux autorités byzantines une autre terre à peupler. Celles-ci leur accordent la future Serbie. Dorénavant, les Serbes sont considérés comme des fédérés de l'Empire romain d'Orient. Ils doivent, en théorie, obéissance et assistance à l'empereur de Constantinople.

527-565 : Sous Justin Ier et son neveu Justinien, les Slaves intégrés dans une confédération de tribus sous la direction d'un peuple turcophone, les Avars, franchissent le Danube et se répandent jusqu'à l'Adriatique.

620 : Dervar, le prince des Serbes de Lusace, répond à l'appel de l'empereur Héraclius. Il lui apporte son soutien dans la lutte contre les Avars.

626 : L'empereur Héraclius anéantit sous les murailles de Constantinople l'alliance slavo-avar. Délivrés de la tutelle avare, les Slaves sont autorisés à s'établir à l'intérieur des terres.

630-680 : Le prince de Serbie blanche, le « Prince sans nom » (son vrai patronyme a été perdu), fils de Dervar, mène une partie du [peuple serbe](#) de Lusace en Serbie actuelle. Héraclius donne cette terre aux Serbes en récompense des services rendus. Les Serbes intègrent à leur clan les populations slaves précédemment arrivées avec les Avars.

Dans l'ombre de Byzance et des Bulgares (VIIIe siècle - IXe siècle)

Entre le VIIIe et le XIe siècle, Bulgares et Serbes vivent dans l'orbite de Constantinople. Par leur croyance et leur culture, ils en sont les élèves. Pourtant, l'analogie entre les deux peuples s'arrête là, car ils s'affrontent durant tout le Haut Moyen Age. Au milieu du IXe siècle émerge d'une poussière de principautés le premier Etat serbe. Il doit très vite faire face aux convoitises bulgares. Les princes serbes, conscients de leur infériorité, sollicitent Byzance. Cette alliance de revers permet aux deux puissances de contenir leur puissant voisin bulgare.

780 : Règne du prince Višeslav. Il est le premier souverain serbe dont on connaît avec certitude le nom. Les principautés serbes sont éclatées. Les frontières floues varient au gré des alliances.

836-863 : Règne de Vlastimir. Il est en ligne directe quatre fois l'arrière-petit-fils du « Prince sans-nom » qui a guidé les Serbes de Lusace vers l'empire byzantin. Il est aussi le fondateur de la dynastie des Vlastimirovic. Vlastimir profite d'un succès contre Byzance pour s'affirmer et unir les zupan (nobles serbes). En échange d'une autonomie accrue, il crée la Rascie. Le territoire recouvre la Serbie méridionale et occidentale.

863-891 : Règne de Mutimir. Conversion des Serbes au christianisme. Après la crise iconoclaste, Byzance réorganise l'orthodoxie. Les disciples de Cyrille et de Méthode développent une ardente activité missionnaire.

865 : Le tsar [Boris Ier de Bulgarie](#) attaque la Serbie. La guerre est un désastre pour Boris. Tous les boyards rescapés sont prisonniers. Mutimir, souverain habile, obtient quelque temps une paix relative.

891-892 : Règne de Pribislav Mutimirovic, fils de Mutimir. Petar Gojnikovic, son cousin, le chasse du pouvoir.

892-917 : Règne de Petar Gojrikovic. Les conditions contestables de l'intronisation de Petar provoquent une succession de révoltes qui sont matées. Mais, de nouveau, les Bulgares se révèlent menaçants. Avant que les hostilités ne débutent, les Bulgares proposent à Petar de négocier. Il se rend en Bulgarie où il est assassiné.

917-923 : Règne de Pavel Branovic, petit-fils de Mutimir. Grâce aux Bulgares, Pavel est monté sur le trône de son oncle malheureux.

920 : Byzance envoie en Serbie une armée sous le commandement du fils de [Petar Gojnikovic](#). L'armée serbe de Pavel anéantit les Byzantins et capture le fils de Petar qui est envoyé comme otage à la cour de Siméon de Bulgarie.

923 : Conscient de la nécessité de tenir la grande Bulgarie de Siméon Ier à distance, Pavel renverse les alliances et se rapproche de Byzance. Siméon rassemble une armée sous les ordres de [Zaharija Pribislavljevic](#), le fils de Petar, qui, cette fois, remporte la victoire. Pavel meurt sur le champ de bataille.

924 : Règne de Zaharija Pribislavljevic. Zaharija choisit lui aussi, comme ses infortunés prédécesseurs, de répudier l'alliance bulgare au profit de Byzance. Siméon Ier est dorénavant persuadé que les princes serbes ne prennent son parti que le temps de s'installer sur le trône. Il expédie alors une armée purement bulgare avec pour mission d'en finir une fois pour toute. Zaharija la repousse, et les têtes tranchées des boyards sont renvoyées à Siméon. Le khan bulgare change de stratégie et confie ses soldats à un aristocrate serbe, [Caslav Klonimirovic](#). Zaharija, surpris, prend la fuite en Croatie. Siméon fait exécuter toute la noblesse serbe, sauf Caslav qui est interné en Bulgarie.

924-927 : Siméon Ier occupe la Serbie.

933 : Caslav s'enfuit de Bulgarie et restaure l'indépendance serbe. Caslav s'adresse à Byzance et renouvelle l'alliance si chèrement payée sous le règne de Siméon. Il unifie la Serbie, de la Save jusqu'à l'Adriatique.

950 : Les [Magyars](#) avancent vers le nord de la Serbie. Caslav jette les bases d'une entente

serbo-croate qui écrase les Hongrois. Mais il trouve la mort, victime d'une embuscade. Il est l'ultime descendant de la dynastie des Vlastirmirovic. Après sa disparition, l'Etat serbe entre en déliquescence. Byzance annexe la Rascie au sein d'un thème.

Le pays éclaté (950-1165)

Prises entre l'état bulgare et l'empire byzantin, une myriade de petites principautés serbes tentent de survivre en jouant tour à tour des rivalités des deux grands. Au début du XIe siècle, après la disparition du royaume de Samuel Ier de Bulgarie, les États de Rascie, Zahumlje et Duklja deviennent vassaux de Byzance, malgré la lutte du zupan de Rascie Vukan contre les Byzantins.

991-1014 : Le roi Samuel de Bulgarie élargit son royaume aux principautés serbes de Bosnie et installe sa capitale à Ohrid, en Macédoine.

1014-1025 : L'empereur byzantin Basile II écrase les forces bulgares, d'où son surnom de « bulgaroctone ».

1050 : Le déclin progressif de l'empire byzantin et l'extinction de la menace bulgare amènent les Serbes à relever la tête. Pendant plus d'un siècle, un stratège byzantin (général avec des prérogatives administratives) gouverne la Rascie. Elle est libérée dans la première moitié du XIe siècle par Stefan Vojislav, prince de Dioclée. La Rascie restaure son hégémonie sous le règne du zupan Vukan. Il réussit à élargir la Rascie vers le sud et le Kosovo.

1051-1081 : Le prince Michel gouverne la Zeta, au bord de l'Adriatique, et devient, grâce à l'onction du pape Grégoire VII, le premier souverain serbe à ceindre une couronne royale.

1054 : Schisme entre les Eglise d'Orient et d'Occident : Les Serbes choisissent l'orthodoxie.

1081-1100 : Vladimir Ier Vojislavljevic, poursuit l'œuvre de Michel de Zeta. Il parvient à réunir plusieurs tribus serbes du Sud du Monténégro. Mais, à la mort de Vladimir, le royaume de Zeta se désintègre au profit d'une multitude de féodalités qui s'épuisent dans de petites guerres.

1087-1143 : Après la mort de Vukan, la Rascie est contrainte de reconnaître l'autorité de Jean II Comnène et de Byzance.

1149 : Une insurrection est menée à l'appel d'Uroš II Primslav, petit-fils de Vukan, contre l'empereur Manuel Ier Comnène. Les Normands apportent leur concours aux Serbes.

1150 : Manuel Comnène défait les insurgés à l'occasion de la bataille de Tara.

Le royaume des Némanjides : la Grande Serbie médiévale (1165-1421)

Sous la dynastie des Nemanjides, la Serbie rayonne sur les Balkans. L'art religieux est porté jusqu'à des points inégalés. Parmi ces chefs-d'œuvre qui, au XIII^e et XIV^e siècles, couvrent le pays : les monastères de Mileseva et Sopocani en Serbie centrale, Decani, Peç et Gračanica au Kosovo-Métochie. De ces fresques se dégage une spiritualité poignante, la mélancolie d'une civilisation qui devine déjà l'ombre du péril turc. Visages transfigurés, archanges armés, moines, chevaliers, les couleurs compassées appellent au recueillement et au combat. « A quelques années du grand saut dans la nuit pour cinq siècles d'oppression, écrit Jean-Marie Domenach, toute cette beauté témoigne d'une grandeur qui avait commencé à être. » A son apogée au XIV^e siècle, la Serbie s'étend jusqu'aux portes de Thessalonique ; le jour de Pâques 1346, Etienne Dusan est couronné en grand apparat à Skopje « empereur des Serbes et des Grecs ». L'empire de Dusan est serbe à son sommet. Toutefois, une part importante de la population est grecque. Aussi, le monarque serbe plagie l'étiquette et les institutions byzantines. Et lorsque Dusan édicte son code – le zakonik –, celui-ci apparaît comme un décalque du droit byzantin. La défaite du champ des Merles vient clore cette page glorieuse. Dans l'imaginaire national, cette bataille revêt une signification eschatologique. Elle scande deux idées-forces. Le peuple serbe a été écrasé sous les coups d'une puissance supérieure en nombre, mais son esprit est inexpugnable et, un jour, il renaîtra : dans l'attente de cette résurrection, il gravit les marches du « Royaume des cieux ». Ensuite, le cercueil est préférable au joug. C'est, en substance, les paroles du prince Lazare devant ses hommes le jour de la bataille : « Il vaut mieux mourir au combat que vivre dans la honte... Nous avons vécu longtemps dans le monde d'ici-bas : nous cherchons à accepter le combat du martyr et à vivre au Paradis. »

1165 : Etienne Nemanja entre en scène. Il descend de la famille des princes de Raska. Après avoir juré fidélité à l'empereur Manuel I^{er} Comnène, il reçoit la région de Leskovac.

1171-1172 : Etienne Nemanja profite de la guerre entre Byzance et Venise pour se révolter contre les Grecs. Mais, en raison du triomphe byzantin, Nemanja implore le pardon de l'empereur qui lui est accordé.

1176 : Expulsion des Bogomiles de Serbie. Les Bogomiles, connus sous le nom de « cathares » en Occident, trouvent refuges en Bosnie. Ils forment une secte associant le manichéisme au christianisme dont ils n'admettent pas le caractère incarné et hiérarchique.

1180 : Mort de Manuel I^{er} Comnène.

1183-1190 : Série de campagnes militaires menées par Nemanja contre les Byzantins pour étendre son royaume.

1190 : Nemanja, battu à la bataille de la Morava par l'empereur [Isaac II Ange](#), est contraint de rendre une partie de ses conquêtes, mais se voit garantir son indépendance. Son deuxième fils, [Stefan](#), se marie avec la nièce d'[Isaac](#) et fille du futur empereur [Alexis III Ange](#).

1196 : Etienne Nemanja se retire dans un monastère sous le nom de Syméon, puis crée avec son fils aîné Sava le monastère d'Hilandar. L'Eglise orthodoxe le canonise à sa mort sous le nom de saint Syméon le Myroblite.

1204 : Quatrième croisade et prise de Constantinople par les Latins. Conscient de la nouvelle donne, Stefan Nemanja se rapproche de l'Occident et conclut une seconde union avec la fille du doge de Venise, Anna Dandolo.

1219 : Sava reçoit de l'empereur byzantin Théodore I^{er} Lascaris et du patriarche Manuel I^{er}, la

reconnaissance de l'autocéphalie de l'Eglise serbe dont le premier patriarche sera Sava lui-même.

1228-1233 : Radoslav Nemanja succède à son père Stefan. Radoslav bascule son pays vers l'Est et choisit une princesse byzantine comme épouse. L'aristocratie se révolte contre cette décision et le chasse du trône. Radoslav est enfermé dans un monastère et son plus jeune fils, Vladislav, prend sa place.

1236 : Mort de Sava qui est canonisé par l'Eglise serbe.

1233-1243 : Stefan épouse la princesse bulgare Beloslava, fille d'Asen II. L'invasion mongole l'affaiblit et la contestation monte au sein de l'aristocratie serbe qui le renverse au profit de son frère Uros Ier.

1243-1276 : Règne d'Uros Ier. Il sauvegarde l'essentiel des frontières serbes, maintient de bonnes relations avec Byzance tout en livrant d'incessantes guerres contre Venise et la Hongrie. Son fils, Stefan Dragutin, furieux d'être relégué au second plan, le chasse du pouvoir.

1282 : Stefan Dragutin est victime d'une chute de cheval. Devenu physiquement impotent, il abandonne sa couronne à son frère Milutin.

1282-1321 : Milutin étend les frontières de la Serbie vers le nord-est tout en consolidant ses points d'appui sur l'Adriatique. De nombreuses constructions d'églises et de monastères marquent son règne.

1322-1326 : A la mort de son père Milutin, Stefan Uros III Decanski, affronte au cours d'une longue guerre civile le fils de Dragutin, Vladislav, qui finit par s'enfuir en Hongrie.

1330 : L'empereur bulgare Michel Sismanic attaque la Serbie. Stefan Decanski réunit une armée de mercenaires allemands, espagnols et sa cavalerie d'élite. Les Bulgares sont sévèrement étrillés et l'hégémonie serbe s'impose de nouveau. Mais le propre fils de Stefan Decanski, Dusan, se rebelle contre son père et le fait empoisonner.

1331 : Stefan Dusan est couronné roi à 22 ans.

1332 : Stefan Dusan se marie avec Hélène, sœur du tsar bulgare. Il conquiert la Macédoine et sa capitale Ohrid.

1336 : Dusan soumet l'Albanie.

1343 : L'empereur Jean Cantacuzène, mécontent de perdre ses terres en Europe, s'adresse aux Turcs afin de les reconquérir. Les Turcs traversent les Dardanelles et se répandent en Thessalie.

1344 : Bataille de Stefanijane, à proximité de Thessalonique. La chevalerie serbe, lourdement équipée, commet une série d'erreurs face à des Turcs très mobiles, ce qui entraîne sa défaite.

1345 : Les Serbes soumettent la Chalcidique ainsi que le mont Athos. Au vu de la décrépitude de l'Etat byzantin et de l'inquiétante poussée turque, Dusan décide de reprendre le flambeau de l'imperium chrétien. Les moines de l'Athos invoquent désormais le nom de Dusan dans leurs oraisons.

1346 : Le jour de Pâques, le patriarche serbe Joannicius II sacre Dusan « empereur des Serbes et des Grecs ».

1348 : Dusan ajoute la Thessalie et l'Epire à ses conquêtes. A son apogée, l'empire serbe s'étend de l'Egée à l'Adriatique.

1352 : Bataille indécise et sanglante face aux Turcs à Didimotike.

1354 : Les Turcs s'emparent de Gallipoli sur les Détroits. Ils possèdent dorénavant une solide base de départ pour démarrer leur conquête des Balkans.

1355 : Mort de Dusan. Les causes de son décès (il a peut-être été empoisonné) sont sujettes à controverses. Son empire est divisé : en Macédoine, un despotat est crée sous l'autorité d'Ugljesa, tandis que le fils de Dusan, Uros V, est mis sous tutelle d'un seigneur de Prilep, Dukasin, frère d'Ugljesa.

1371 : Les deux princes lancent une offensive contre Andrinople (aujourd'hui Edirne en Turquie), capitale des Ottomans. Le roi de Hongrie Louis le Grand d'Anjou est de l'expédition. Les armées serbo-hongroises sont laminées à Cernomen. Les cadavres de Dukasin et Ugljesa restent sur le champ de bataille. Cette déroute accélère la fragmentation de l'Etat serbe. L'aristocratie serbe fait acte d'allégeance aux Ottomans.

1377 : Lazare Nemanja s'empare du pouvoir en Rascie. Le prince Lazare refuse de rendre hommage aux sultans.

1381 : Bataille de Dubravica. L'armée serbe remporte l'engagement.

1387 : Le héros serbe Milos Obili  disperse une seconde armée ottomane   Plocnik. Selon les chroniqueurs serbes, le sultan Murad Ier prend la fuite à bride abattue.

1388 : Thessalonique succombe sous les assauts turcs.

28 juin 1389 : Bataille du champ des Merles. Dorénavant maître de l'Anatolie, Murad choisit de concentrer ses efforts sur la péninsule balkanique. Il gagne la plaine de Kosovo aux abords de la ville de Pristina. L'armée de Murad est renforcée de contingents des vassaux chrétiens : Serbes ou Bulgares. En face, les armées du prince Lazare sont grossies de Valaques et d'Albanais. On parle de cent mille hommes côté turc, de soixante mille du côté serbe. La bataille se déroule en deux temps. La première partie est à l'avantage des chrétiens, si bien que l'on annonce la victoire et qu'un Te Deum est chanté à Notre-Dame de Paris en présence du roi Charles VI. Un acte héroïque galvanise les Serbes : Milo Obili  s'introduit sous la tente de Murad et le transperce de son poignard avant de succomber à son tour. Mais la situation bascule. L'héritier de Murad Ier Bayezid, surnommé Yildirim, « la foudre », lance à la tête de la cavalerie une contre-attaque fulgurante. La charge bouscule l'infanterie serbe et crève le centre de Lazare. Capturé, le prince est décapité avec tous ses chevaliers devant la dépouille de Murad.

1390 : Après la bataille du Kosovo, la disparition de Lazare et la minorité de son fils Etienne, âgé de 12 ans, amènent la princesse Milica   négocier avec le sultan. Elle s'engage à verser un tribut et à participer aux campagnes militaires. En échange, elle obtient l'autonomie de la Serbie. Bayezid Ier convole avec la plus jeune de ses filles, [Olivera Lazarevic](#).

1396 : Etienne, devenu adulte, participe à la bataille de Nicopolis et donne, gr ce à une charge énergique, la victoire à Bayezid. Ainsi, le fils de Lazare, qui a été martyrisé   Kosovo, vient de sauver les Turcs de la plus grande armée de croisés jamais levée. Le désastre de Nicopolis scelle la fin des croisades. Mais à l'est point  déjà le danger que représente Tamerlan.

1402 : Le choc entre les Ottomans de Bayezid Ier et les hordes de Tamerlan en provenance d'Asie centrale a lieu sur l'étendue désolée des plateaux d'Anatolie,   proximité d'Ankara. Bayezid est capturé. Etienne, qui a combattu loyalement à la tête d'un contingent serbe, bat en retraite vers Constantinople en bon ordre. L , il négocie avec Jean VII Paléologue. L'empereur lui décerne le titre de « despote ». De retour, Etienne juge le moment propice pour affermir son autorité. Pour la première fois, Belgrade est choisie comme capitale. Rayonnant à partir de la vallée de la Morava, la principauté prospère.

1427 : Mort d'Etienne. Son neveu, Georges Brankovic, lui succède.

1430 : Face aux Turcs, Brankovic durcit sa politique. Il signe avec Sigismond de Hongrie un accord qui lui octroie la seconde place. En échange, il cède Belgrade aux Hongrois et déplace sa capitale à Smederevo. Cette mainmise hongroise est largement rejetée dans les campagnes. On voyait s'exprimer, écrit Georges Castellan, « la crainte d'un ralliement au catholicisme et l'on dénonça le zèle missionnaire des franciscains. L'idée cheminait ainsi parmi les masses paysannes que les Ottomans n'en voulaient qu'aux seigneurs et qu'il ne fallait pas se battre contre ces étrangers qui ne pratiquaient pas le servage ».

1432 : Le sultan Murad reprend la guerre contre la Serbie et oblige Brankovic à, de nouveau, jurer allégeance.

1454-1459 : Mehmet II, après avoir subjugué Constantinople, tourne son regard vers l'Europe et entreprend de liquider le dernier reliquat de souveraineté serbe. En quelques campagnes militaires, le despotat de Brankovic est anéanti. L'Etat serbe cesse d'exister au profit d'une simple circonscription ottomane, le sandjak de Semendria. Seule Belgrade, aux mains des Hongrois, défie encore les Ottomans pour un demi-siècle.

La « nuit ottomane » (1459-1804)

Le terme de « nuit ottomane » est à nuancer. Si l'Etat serbe a sombré, l'identité perdure. En effet, dans l'Empire ottoman, l'islam est loin d'être majoritaire. Le système du millet autorise les non-musulmans à pratiquer leur religion, à être jugés selon leur propre droit. Des représentants de chaque confession siègent à Constantinople auprès du principal ministre, le Grand Vizir. La Porte reconnaît le Patriarcat serbe et encourage son rayonnement. Ses limites vont bien au-delà de la Serbie historique, jusqu'en Dalmatie ou en Hongrie. Surtout, l'Empire ottoman joue habilement de la méritocratie. Les conversions à l'islam sont encouragées car elles permettent sans distinction d'origine ethnique de fulgurantes carrières administratives. Toutefois, les Ottomans ont du mal à asseoir leur autorité. Seuls les grands axes et les vallées sont occupés, ce qui explique les conversions massives du Sandjak et au Kosovo Métochie. En outre, jusqu'en 1676, la pratique du devsirme est cruellement ressentie. Tous les cinq ans, le sultan organise un vaste ramassage d'enfants chrétiens âgés de 6 à 12 ans. Ils sont envoyés à Constantinople, convertis à l'islam, leur nom changé. Esclaves militaires, ils forment à l'âge adulte le corps d'élite de l'armée ottomane : les janissaires. L'immigration turque est assez réduite, mais, dans le Sud du pays, des nomades yürüks s'installent. Arrivent aussi des juifs chassés d'Espagne qui conservent leur dialecte ladino, des roms et des Arméniens.

1483 : Lors de la disparition du despotat, nombre de Serbes passent de l'autre côté du Danube, en Voïvodine. Ils demeurent sur place après la conquête ottomane.

1521 : Soliman le Magnifique se lance à l'assaut de l'Europe. Les dernières poches de résistance chrétienne au sud de la Save sont submergées et la forteresse hongroise de Belgrade chute. Les habitants sont déportés à Constantinople où ils s'installent dans le quartier de Beograd-Mahala.

1537 : Le Grand Vizir Mehmed Sokollu, un Serbe converti dans sa jeunesse à l'islam, restaure la dignité patriarcale. Il installe son frère comme patriarche d'Ipek. La majorité des Serbes sont rassemblés dans une Eglise nationale dont la langue est le slavons-serbe.

1538 : Les Autrichiens installent les réfugiés serbes en Krajina (Croatie) dans une frontière

militaire.

1594 : Révolte dans le Banat, partie ottomane de la Voïvodine. En représailles, les Turcs brûlent les reliques de saint Sava. Les haïdouks, bandits d'honneur, sont le fer de lance de la lutte anti-turque.

1683 : Echec ottoman devant Vienne. C'est le point de départ de la désintégration du système impérial. La retraite du Grand Vizir Kara Mustapha se transforme en débâcle. Toute la plaine hongroise retourne à l'Autriche.

1688 : L'Autriche-Hongrie s'empare de Belgrade. Les Austro-Hongrois s'enfoncent jusqu'à Nis. Vienne bénéficie du soutien du patriarche serbe Arsenie III qui appelle à une guerre de libération.

1690 : L'Empire ottoman contre-attaque. Nis et Belgrade sont repris. Craignant le courroux de la Porte, 37 000 familles serbes du Kosovo suivent de l'autre côté du Danube le patriarche Arsenie. Les Autrichiens leur accordent avantages fiscaux et culturels. Le patriarcat de Serbie est transplanté en Voïvodine. On a beaucoup discuté des conséquences de ces migrations, écrit Georges Castellan : « Les villages désertés de la plaine de Kosovo-Métochie furent repeuplés par des montagnards des environs qui s'islamisérent dans leur nouvel établissement ; s'y ajoutèrent des paysans en rupture de ban, comme on en comptait des milliers dans les Balkans, et qui vinrent de partout, attirés par ces terres fertiles. »

1699 : Traité de Karlowitz : la frontière entre les empires autrichien et ottoman épouse désormais les cours de la Save et du Danube. Cet acte est le premier qui voit la Porte céder par traité une parcelle du Dar al Islam (monde musulman).

1715 : La paix de Karlowitz prend fin. Le prince Eugène bat les Ottomans à Petrovaradin et s'empare de Belgrade.

1718 : Traité de Passarowitz. Les Turcs sont rejetés définitivement de la rive gauche du Danube. Les Autrichiens conservent les terres conquises : Belgrade et Temesvar.

1733 : L'académie de Kiev envoie en Voïvodine six professeurs qui constituent le premier lycée et publie des manuels élémentaires. Ainsi se forme sur ces confins militaires de l'empire d'Autriche, une classe réduite mais réelle d'officiers, de commerçants qui annonce un embryon de bourgeoisie serbe.

1737 : Les Autrichiens reprennent les hostilités. Une offensive contre Nis est couronnée de succès grâce au soulèvement des paysans serbes. Mais les Ottomans contre-attaquent et les Autrichiens sont obligés de reculer.

1739 : Les Habsbourg signent la paix. Vienne abandonne Belgrade. La frontière est fixée pour un siècle.

1756 : Suppression de la dignité patriarcale serbe. Ipek est ravalée au rang de métropole. Les Ottomans devenus méfiants à cause de la fuite d'Arseni III autorisent le phanar de Constantinople (siège du patriarche œcuménique de Constantinople et la plus haute autorité du monde orthodoxe) à déchoir l'Eglise serbe de son autocéphalie.

1765 : Pavlo Juniac édite Une courte introduction au développement historique du peuple slovéno-serbe. L'idée nationale serbe est en gestation.

1788-1791 : Guerre austro-ottomane : L'état-major autrichien crée une troupe de choc, les corps francs, où les futurs cadres de l'insurrection nationale sont formés. La consternation serbe est complète lorsque l'empereur Léopold II ratifie la paix de Sistova.

1791 : Parution à Vienne du premier journal en langue serbe.

1796 : Conscient de la nécessité de réformer le système afin d'en éliminer les abus les plus criants, le sultan décide d'octroyer une véritable autonomie. Le souverain ottoman confie à Hadji Mustafa Pacha, d'origine grecque, la mission d'appliquer la nouvelle politique. Cependant, il se heurte aux janissaires qui ne veulent rien céder de leurs anciens privilèges. Hadji Mustafa Pacha arme les chrétiens et réussit à mater les insurgés.

1798 : Bonaparte débarque en Egypte et le sultan doit rappeler ses armées. La Porte capitule devant les janissaires et les autorise à rentrer à Belgrade.

1801-1804 : La Serbie sombre dans l'anarchie. Quatre chefs janissaires s'emparent du pouvoir. Les Serbes menacés fuient à l'abri des forêts et constituent des groupes de partisans qui harcèlent sans discontinuer les Ottomans.

Renaissance d'une nation (1804-1868)

A la fin du XVIIIe siècle, les Balkans entrent en ébullition. L'onde de choc de la Révolution française atteint la Serbie de plein fouet. A tel point que Karageorges se tourne vers Napoléon et lui offre la Serbie comme protectorat. L'homme malade de l'Europe comprend qu'il n'est plus possible de se maintenir et négocie un retrait progressif. C'est une véritable rupture : Un Etat chrétien resurgit de quatre siècles d'occupation ottomane.

2 février 1804 : Trois cents notables serbes prêtent serment de lutter jusqu'à la mort contre l'occupant, et désigne Karageorges, « Georges le Noir », comme chef. Issu d'une famille pauvre, il reste toute sa vie illettré. Très jeune membre d'un corps franc, il combat les Ottomans et reçoit un brevet de sous-officier de l'armée autrichienne. Après la paix de Sistova, il s'établit comme marchand de porcs. Au début du soulèvement, Karageorges ne dispose que de quelques milliers d'hommes. Les armes sont rudimentaires : des fusils passés en contrebande d'Autriche et, surtout, des faux et des fourches ; pas de pièces d'artillerie à l'exception d'un petit canon, cadeau de l'évêque de Temesvar.

1805 : Les forces de Karageorges affrontent l'armée du sultan à Ivankovo et restent maîtresses du champ de bataille.

1806 : L'armée de Karageorges se présente devant les portes de Belgrade. La ville est enlevée après un corps à corps sanglant.

1809 : Karageorges profite de la reprise des hostilités de la Russie avec la Porte pour coordonner ses efforts avec le tsar. La riposte ottomane est sanglante. Les Turcs tranchent les têtes serbes et construisent la célèbre Cele Kule « Tour des crânes ». L'arrivée de renforts russes sauve les insurgés au dernier moment.

1812 : Alexandre Ier, aux prises avec Napoléon, est contraint d'évacuer les garnisons russes de Serbie.

1813 : Les armées ottomanes fondent sur la Serbie et occupent Belgrade en se livrant à de terribles représailles. En quelques heures, mille huit cents femmes et enfants sont vendus comme esclaves. Karageorges et le métropolite parviennent à passer en Autriche. La première révolte s'achève sur un désastre total.

1814 : Même si une large amnistie est proclamée, la confiance entre Ottomans et Serbes est rompue. Les Serbes enterrent les armes et s'organisent en une société secrète, l'Opstina (la communauté).

11 avril 1815 : Les notables serbes renouvellent le serment de lutter jusqu'à la mort et désignent Milos Obrenovic comme chef. La seconde insurrection serbe débute. Obrenovic est à l'origine un modeste bouvier qui s'engage dans les rangs des partisans de Karageorges. A la différence de ce dernier, il est d'un tempérament plus conciliant et privilégie la négociation plutôt que la force.

Été 1815 : Les insurgés libèrent la Serbie centrale. La Porte, surprise dans un premier temps, prépare sa contre-offensive. Obrenovic ouvre des pourparlers.

Novembre 1815 : Serbes et Ottomans aboutissent à un accord. Constantinople reconnaît Milos Obrenovic et lui confère le titre de Knez (chef) suprême. A charge pour lui de rendre la justice et de lever l'impôt au nom du sultan. De fait, la Serbie accède à l'autonomie au sein de l'Empire ottoman.

1817 : Karageorges franchit le Danube et exhorte Obrenovic à organiser un troisième soulèvement. La réponse du Knez est expéditive : le héros est décapité et sa tête envoyée au sultan en signe d'allégeance. Cette exécution est le point de départ de la rivalité sanglante qui va opposer les Karageorges et les Obrenovic tout au long du XIXe siècle.

1830 : Milos Obrenovic est intronisé en tant que prince héréditaire de Serbie. L'accord stipule que le gouverneur militaire de Belgrade ne peut s'immiscer dans les affaires intérieures serbes. Les Ottomans ne peuvent habiter en Serbie autre part que dans les villes de garnison. Le traité prévoit aussi que le prince doit gouverner avec un conseil et une assemblée. En contrepartie, la Serbie est tenue de verser un tribut annuel de deux millions de ducats-or autrichiens.

1832 : L'Eglise serbe redevient, en accord avec le phanar, une Eglise nationale relevant du prince qui nomme, comme premier métropolite, son propre secrétaire particulier.

1834 : Un projet de constitution est avorté sous la pression de Vienne et de la Porte qui le trouvent trop libéral d'esprit. Le clan des Karageorgévitch s'agite.

1835-1836 : Lois agraires qui garantissent aux paysans les communaux, forêts, prairies et interdisent leur appropriation. Elles déterminent une superficie minimum insaisissable par les créanciers.

1838 : Adoption du premier texte constitutionnel. D'essence élitiste, ce texte esquisse un partage du pouvoir entre le prince et un petit groupe de conseillers.

1839 : Milos Obrenovic abdique au profit de son fils Milan qui décède, victime de la tuberculose. Un conseil de régence est mis en place et gouverne le pays au nom du fils cadet, le prince Michel.

1842 : Un coup d'Etat contraint Michel à passer en Autriche. A sa place est désigné le prince Alexandre Karageorgévitch, fils de Karageorges. Il gouverne avec un conseil de notables. Il s'adosse à un appareil administratif centralisé sur le modèle de la double monarchie des Habsbourg.

1845 : Création d'une petite armée permanente.

1847 : Ouverture d'un musée national et d'un musée scientifique.

1848 : Entrée en vigueur d'un Code civil inspiré de la législation autrichienne.

1858 : Face à la contestation grandissante des libéraux, une Assemblée nationale est convoquée. Elle entraîne la fuite d'Alexandre et le retour du prince Michel Obrenoviç. Il supprime la Constitution de 1838 et obtient de la Porte la reconnaissance en faveur de son fils Mihailo comme

successeur.

1860-1868 : Règne de Mihailo. La politique intérieure est marquée par un raidissement autoritaire. Le souverain s'appuie sur l'armée et la bureaucratie. La conscription est instaurée et le ministère de la Guerre est confié à un Français, le lieutenant-colonel Hippolyte Mondain, qui met sur pied une armée de cent mille hommes. Cette montée en puissance incite les Turcs à évacuer les dernières forteresses en leur possession. A la même époque, un embryon de vie politique se cristallise. Les conservateurs soutiennent Mihailo et les libéraux s'appuient sur leurs relais à l'étranger. A quoi s'ajoutent les complots des Karadjordjevic. L'un d'eux est couronné de succès : le 28 mai 1868, le prince Mihailo est assassiné. Le ministre de la Guerre fait acclamer comme successeur le prince Milan, alors âgé de 14 ans. La mise en place d'une régence est décidée.

La Serbie dans la poudrière balkanique (1868-1914)

« L'unification des Serbes dans un même Etat. » Cette idée-force ouvre le mémorandum d'un ministre serbe du XIXe siècle. Il constate que si « la Serbie est un petit pays, elle ne doit pas demeurer dans cette situation ». Aussi la ligne directrice de la politique de Belgrade doit être « le principe d'unité nationale ». Le fil conducteur de ce projet est le souvenir de l'empire médiéval de Stépan Dusan de la Macédoine à l'Adriatique. Ces préceptes bercent la population tout au long du XIXe siècle. Loin de relever de la sphère gouvernementale, ces concepts s'enracinent dans un imaginaire puissant. La mémoire de la Grande Serbie résonne toujours à travers les chants épiques. Au long de ces ballades, chanteurs et spectateurs rassemblés sur la place des marchés ou au coin de l'âtre, communient au même mythe fondateur. Et peu importe si les terres convoitées par Belgrade ne sont pas forcément toutes peuplées de Serbes. Ceux qui y vivent ne sont-ils pas tous Slaves ? Deux constats étayent ce discours panslaviste. Tout d'abord, Croates, Serbes et Slovènes sont en dépit de leurs différences culturelles ou religieuses un seul et même peuple. Le second constat est que les Serbes qui ont conservé un plus haut degré de slavitude sont naturellement appelés à prendre la tête de ce grand mouvement d'émancipation. Or, à la veille de la Première Guerre Mondiale la Serbie étouffe. Elle souffre du manque d'industrie et de la fuite des élites économiques, conséquence du retrait de l'Empire ottoman. Elle est une démocratie rurale dominée par de petits propriétaires terriens chrétiens. Alors que les villes périclitent, la population rurale croît à un rythme exponentiel. Mais cette augmentation vertigineuse ne fait que renforcer l'archaïsme des campagnes. La production stagne tandis que l'augmentation des surfaces cultivables provoque une déforestation qui élimine les chênaies nécessaires à l'élevage du porc, cœur d'activité de l'agriculture serbe. Ce tableau général permet d'expliquer plusieurs traits saillants de la Serbie d'avant-guerre, explique Christopher Clark : « Dans une économie offrant si peu de débouchés aux jeunes gens ambitieux et talentueux, la carrière militaire apparaît particulièrement attractive. Ce qui, à son tour, explique la fragilité des autorités civiles devant faire face aux défis lancés par la hiérarchie militaire – il s'agira là d'un facteur crucial de la crise qui submergea la Serbie pendant l'été 1914... L'enthousiasme quasi-unanime en faveur de l'annexion des terres serbes encore opprimées se nourrit également de la « faim de terre » d'une classe paysanne dont les propriétés deviennent plus petites et moins productives. Dans ces conditions, les discours rendant les droits de douane autrichiens ou l'état financier austro-hongrois responsables des difficultés économiques des Serbes, ne peuvent manquer de soulever l'approbation la plus enthousiaste. Ces contraintes renforcent également l'obsession de Belgrade d'obtenir un débouché sur la mer qui lui permettrait, pense-t-on, de briser le carcan de son retard. »

1869 : Le Parlement élabore une nouvelle constitution qui donne à l'Assemblée l'initiative des lois, même si le souverain a le droit de la dissoudre. Cet édifice bancal est à l'origine de trois décennies d'instabilité : le prince, loin de se cantonner à un rôle honorifique, s'ingère dans le jeu politique en retournant à son profit les rivalités partisans.

1876 : Révolution politique à Constantinople. Le désordre incite les Etats chrétiens de la péninsule balkanique à passer à l'action. La Serbie se joint au mouvement et se fixe comme but l'annexion de la Bosnie et du Sandjak de Novi Pazar. La campagne militaire est désastreuse et les Ottomans s'ouvrent la route vers Belgrade. Saint-Pétersbourg est contraint d'intervenir pour forcer la signature d'un armistice.

1877-1878 : Guerre russo-turque. Les Serbes interviennent aux côtés des Russes afin de libérer la Bulgarie. Le traité de San Stefano met fin aux hostilités. Belgrade s'étend vers le sud et annexe Nis, Pirot, Vranje. La Serbie devient définitivement indépendante de la Porte. Néanmoins, les Serbes sont frustrés, car la Bosnie-Herzégovine leur échappe. Les Russes favorisent les Bulgares et temporisent avec Vienne. L'attribution à l'Autriche-Hongrie d'un mandat international sur la Bosnie bloque le rêve d'un accès sur l'Adriatique.

1881 : Naissance d'une nouvelle force politique, le Parti radical, bien organisé sous la houlette d'un ingénieur agronome, Nikola Pasiç. Le programme des radicaux repose sur trois points : défense du monde paysan, suffrage universel et prépondérance de l'Assemblée.

1882 : La Serbie devient un royaume et Milan Ier est proclamé roi. Déçu de la préférence de la Russie pour Sofia, il rapproche son pays de l'Autriche. Une convention secrète est signée avec Vienne. Elle prévoit l'ouverture des frontières austro-hongroises aux produits serbes en échange de l'abandon des revendications sur la Bosnie-Herzégovine.

1885 : Conflit frontalier avec la Bulgarie qui se solde par une défaite serbe.

1888 : Nouvelle Constitution qui instaure un authentique système parlementaire.

1889 : Le roi Milan en tire les leçons et abandonne son trône au profit de son fils Alexandre âgé de 13 ans. Milan est affaibli par ses disputes domestiques avec son épouse Nathalie dont il divorce.

1890 : Le Parti radical obtient 80 % des voix et accède au pouvoir.

1893 : Alexandre fait un coup de force et renvoie le conseil de régence. Il s'appuie sur l'armée pour gouverner.

1893-1903 : La politique tourne au vaudeville. Le roi, écrit Georges Castellan, « avait pris comme maîtresse une ancienne dame d'honneur de sa mère, de réputation douteuse et de douze ans son aînée. Il résolut de l'épouser et annonce ses fiançailles. Mais la nouvelle reine était très impopulaire et le roi avait la plus grande difficulté à former un gouvernement stable : il modifia plusieurs fois la Constitution, sans pour autant enrayer les succès électoraux des radicaux... Survint un dernier scandale. Un mois après son mariage, le roi annonça que la reine allait lui donner un héritier. Mais, peu de temps avant la date prévue pour la naissance, l'ex-reine Nathalie, qui savait que son ancienne dame d'honneur était stérile, fit venir à Belgrade un médecin qui mit au jour la supercherie. Ulcérés que le pays fût la risée internationale, les militaires résolurent d'en finir ».

28 mai 1903 : Le colonel Dimitrijevic, surnommé « Apis » (le dieu égyptien) en raison de son physique de taureau, rassemble quelques officiers motivés et entre en contact avec le prétendant de la dynastie rivale Petar Karageorvic. Les comploteurs passent à l'action une nuit de printemps : le roi et la reine sont abattus et leurs cadavres jetés du balcon du palais.

15 juin 1903 : L'Assemblée à majorité radicale proclame Petar roi sous le nom de Pierre Ier, à

l'âge de 59 ans. Il dénonce la convention secrète avec Vienne et oriente la Serbie vers la Russie.

1906 : « Guerre des cochons ». L'Autriche ferme ses frontières aux exportations de cochons serbes, sous prétexte de mesures sanitaires. La France intervient et facilite le transport des bêtes vers Salonique d'où elles sont commercialisées en Europe.

1907 : La France consolide ses positions en Serbie par la vente de canons de 75.

1908 : De manière unilatérale, l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine à la fureur de Belgrade. Outre la fin du rêve de faire revenir la Bosnie dans le giron de la mère patrie, les Serbes voient leur descente vers l'Adriatique bloquée.

1911 : Création, dans un appartement à Belgrade, de la société secrète La Main noire, sous l'auspice du colonel Dimitrijevic et des services de renseignement. L'emblème de la société arbore un crâne, un poignard, une fiole de poison et une bombe. Afin de permettre l'unification de la nation serbe, l'organisation envisage des actions subversives hors des frontières. Ce n'est pas une organisation centralisée, mais un réseau informel de cellules qui se diffuse dans toute la bureaucratie serbe, bien au-delà de l'armée.

1912 : Première guerre balkanique. Sous l'égide de Saint-Pétersbourg, est constituée la Ligue balkanique qui regroupe la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce. En proie à une instabilité chronique depuis la révolution Jeune-Turque, le moment est propice pour dépouiller « l'homme malade » de ses dernières possessions d'Europe.

Octobre-Novembre 1912 : Les Serbes enfoncent les lignes ottomanes et occupent le Sandjak de Novi Pazar, puis convergent vers la Macédoine. Une autre armée serbe pousse jusqu'en Albanie et s'empare de Durazzo.

30 mai 1913 : La conférence de Londres sanctionne la perte pour l'Empire ottoman de la quasi-totalité de ses possessions européennes.

Juillet-Août 1913 : Deuxième guerre balkanique. Les Serbes repoussent les Bulgares de Macédoine, mais sont contraints d'évacuer l'Albanie. Le bilan est cependant positif. La Serbie retrouve son berceau médiéval, le Kosovo, et annexe la plus grande partie de la Macédoine avec Skopje.

28 juin 1914 : Le prince héritier d'Autriche-Hongrie, l'archiduc François-Ferdinand est en visite d'inspection à Sarajevo en compagnie de son épouse. Ils tombent tous les deux sous les balles d'un jeune activiste de La Main noire, Gavrilo Prinzip. Le meurtre de l'archiduc obéit, du point de vue serbe, à une logique implacable. Partisan de longue date d'une refonte institutionnelle, François-Ferdinand souhaitait donner plus d'autonomie aux peuples slaves de l'Empire (Zagreb devenant une capitale au même titre que Vienne ou Budapest). Dès lors, la Serbie courait le risque de perdre son rôle de Piémont des Slaves du Sud. En d'autres termes, résume Christopher Clark, « prendre pour cible l'archiduc était donc la mise en application d'un principe récurrent de la logique des mouvements terroristes : les réformateurs et les modérés sont plus à craindre que les ennemis déclarés ou les extrémistes ».

22 juillet 1914 : Le chargé d'affaires autrichien remet au gouvernement serbe un ultimatum en plusieurs points. Il exige la fin des publications hostiles à la Double Monarchie, la démission des officiers bellicistes ainsi qu'une enquête menée par la police autrichienne en territoire serbe sans aucune limitation. Un délai de quarante-huit heures est laissé. A défaut d'une réponse positive, la guerre sera déclarée. Belgrade accepte toutes les conditions à l'exception de la dernière, considérée comme une intolérable atteinte à la souveraineté. Vienne juge l'ultimatum rejeté.

28 juillet 1914 : L'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie.

30 juillet 1914 : La Russie se mobilise.

1er-4 août 1914 : Déclarations de guerre des pays de l'Entente et de l'Alliance centrale.

L'explosion (1914-1918)

Si le front d'Orient fait figure de théâtre d'opérations secondaires, il n'en demeure pas moins que les combats y sont d'une rare âpreté. L'état-major autrichien pêche par orgueil et, dès le départ, sous-estime l'ennemi. Avec quasiment deux millions d'hommes sous les drapeaux, Vienne ne pense faire qu'une bouchée de la petite armée serbe. Mais l'offensive russe sur la Galicie oblige les généraux de la Double Monarchie à distraire d'importants contingents des Balkans.

Automne 1914 : Les 250 000 hommes du général Potiorek forcent le passage de la Drina. Ils sont néanmoins repoussés aux abords de Belgrade. Le front demeure stable durant un an.

Printemps 1915 : Une épouvantable épidémie de typhus s'abat sur la Serbie et fait plus de 50 000 victimes.

6 septembre 1915 : Un traité d'alliance est signé entre Vienne et Sofia. La Bulgarie troque son entrée en guerre contre l'annexion de la Macédoine serbe.

Octobre 1915 : Le feld-maréchal Mackensen, à la tête de seize divisions austro-allemandes, crève le front serbe. Belgrade est emportée et les Bulgares prennent les Serbes à revers.

Novembre-Janvier 1915-1916 : Acculés à la montagne du Kosovo, les Serbes commencent une retraite épique. Des milliers de soldats, de femmes, d'enfants, de popes migrent sous la bise glacée de l'hiver albanais. Des dizaines de milliers de cadavres jonchent les routes, mais les survivants finissent par atteindre la mer salvatrice, où ils sont recueillis sur les navires de l'escadre franco-anglaise.

1916 : Toute la Serbie est occupée par les Autrichiens et les Bulgares, mais une armée serbe est rééquipée et entraînée par les Français.

20 juillet 1917 : Déclaration de Corfou. Le texte prévoit, après la victoire, la constitution d'un royaume des « Serbes, Croates et Slovènes » sous le sceptre des Karageorgévitch.

Juin 1917 : Procès de Salonique. Le prince héritier Alexandre Karageorgévitch, qui a pris la place de son père malade, élimine les membres de La Main noire. Il organise à sa place un groupe d'officiers à sa dévotion, la « Main blanche ».

Septembre-Octobre 1918 : L'armée d'Orient, sous le commandement de Franchet d'Esperey, lance son offensive finale à partir de la Macédoine. Après avoir remonté la vallée du Vardar, les soldats français et serbes poursuivent jusqu'à Belgrade.

29 octobre 1918 : La Diète croate entérine la rupture avec l'Autriche-Hongrie et émet le souhait d'une union plus large avec la Serbie. En réalité, les Croates comme les Slovènes considèrent l'option serbe comme un moindre mal, par crainte des revendications italiennes sur la Dalmatie et l'Istrie.

1er décembre 1918 : Au balcon du palais royal de Belgrade, le prince héritier Alexandre annonce « l'Union du royaume de Serbie et des pays de l'Etat indépendant des Serbes, des Croates et des Slovènes, en un royaume uni des Serbes, des Croates et des Slovènes ».

6 janvier 1919 : Les partisans du maintien de l'indépendance du Monténégro sont chassés de Cetinje.

La Yougoslavie royale : hypostase panslave (1918-1941)

La Yougoslavie est née, mais pas encore les Yougoslaves. En effet, dès sa proclamation, la Yougoslavie souffre d'une ambiguïté terrible : est-elle un Etat où Serbes, Croates et Slovènes jouissent des mêmes droits, ou juste un habile camouflage du rêve grand serbe ? On observe que, durant les dix premières années du royaume, des Serbes occupent le poste de Premier ministre pendant 117 mois sur 121, et les portefeuilles régaliens (guerre et marine) demeurent toujours entre des mains serbes. Sur 12 millions d'habitants, les Serbes représentent 39 %, les Croates 23 % et les Slovènes 8 %. Par ailleurs, deux millions d'individus, soit 17 % de la population (Albanais, Hongrois, Allemands, Turcs, Slovaques italiens) n'appartiennent à aucun des « trois peuples fondateurs ». Dès lors, explique, Georges Castellan, si les Slovènes et les Croates avaient voulu l'union, c'est parce qu'« ils ne s'étaient pas prononcés pour une structure unitaire et n'étaient pas pour une vision « grande serbe », c'est-à-dire peu ou prou celle d'un royaume de Serbie dilaté aux frontières du nouvel Etat ». Ce vice de naissance allait engendrer deux décennies de confusions sanglantes.

Novembre 1920 : Premières élections. Le Parti radical de Pasic triomphe. Ce dernier est suivi du Parti communiste qui compte autant de sièges que le Parti paysan croate.

28 juin 1921 : Vote de la Constitution. D'inspiration centralisatrice, elle s'organise autour d'un roi, chef des armées, qui choisit le Premier ministre.

3 août 1921 : Le meurtre du ministre de l'Intérieur par un jeune communiste autorise la mise hors la loi du Parti communiste.

Juin 1922 : Alexandre Ier épouse la princesse Marie de Roumanie, fille du roi Ferdinand qui lui donne un fils, Pierre.

1926 : Mort de Pasic. Deux blocs symétriquement opposés se dressent au Parlement : d'un côté les députés des anciennes provinces austro-hongroises, de l'autre, ceux des provinces serbes. Leur affrontement atteint vite une ampleur dramatique.

20 juin 1928 : En pleine séance de l'Assemblée, un député du Monténégro dégaine un revolver et ouvre le feu sur les députés croates. Le leader du Parti paysan croate tombe sous les balles.

9 janvier 1929 : Alexandre Ier dissout le Parlement et met un terme à la Constitution. C'est le début de la dictature royale. Un général est nommé à la tête du gouvernement. Il n'a de compte à rendre qu'au souverain. Tous les partis et les associations sont interdits et la presse est sévèrement censurée. Les Croates les plus radicaux choisissent l'exil ou la lutte armée, à l'image d'Anton Pavelic qui crée, avec l'appui de l'Italie, l'organisation terroriste des Oustachis.

1931 : Création du Parti démocratique paysan, parti officiel du roi.

9 octobre 1934 : Visite officielle du roi Alexandre Ier en France. Le souverain et le ministre des Affaires étrangères français, Louis Barthou, sont abattus à Marseille par un terroriste macédonien agissant pour le compte des Oustachis. La régence est confiée au cousin du roi, le prince Paul.

1935 : Ratification difficile d'un concordat qui place le catholicisme dans une position d'égalité avec l'orthodoxie. Devant l'opposition massive des Serbes, le texte est suspendu.

1938 : La crise mondiale touche la Yougoslavie et impacte les campagnes. Les prix agricoles chutent et le pouvoir d'achat s'effondre.

26 août 1939 : Le gouvernement royal fait des concessions aux Croates. Une région autonome croate est créée.

La tragédie (1941-1945)

Au début de la seconde guerre mondiale, la Yougoslavie proclame sa neutralité. La débâcle française de mai-juin 1940 force Belgrade à trouver des accommodements avec l'Allemagne et l'Italie. Des détachements de la Wehrmacht prennent position en Roumanie et en Bulgarie. Mussolini attaque la Grèce à partir de l'Albanie. L'étau se resserre. Au début de l'année 1941, Berlin, qui prépare l'invasion de l'URSS, souhaite consolider ses arrières dans les Balkans. En échange de leur adhésion à l'Axe, les Allemands promettent aux Yougoslaves le port de Thessalonique, débouché naturel de la vallée du Vardar sur la mer Egée. Cependant, un très fort mouvement populaire entraîne le rejet du pacte. L'invasion, puis l'occupation de la Yougoslavie, fait émerger deux mouvements de résistance distincts et ennemis. D'une part, les Tchetsniks royalistes sous la conduite du colonel Draza Mihailovic et, d'autre part, les communistes de Josip Broz, dit « Tito ». Au combat contre l'envahisseur s'ajoute la guerre civile. Les Tchetsniks sont des tenants du nationalisme « grand serbe » attaché à la tradition orthodoxe. A l'inverse, les communistes veulent transformer la Yougoslavie en république soviétique dans l'orbite de Moscou. Leur internationalisme affiché leur permet, à la différence des Tchetsniks, d'élargir leur recrutement à tous les peuples yougoslaves. La tactique diverge radicalement. Mihailovic, conscient du rapport de forces défavorable, veut limiter au maximum la lutte armée génératrice de représailles aveugles sur les populations, et attendre un débarquement allié. A l'inverse, Tito estime que le sang appelle le sang et que la guerre subversive est le seul moyen de créer une base durable et donc une légitimité, tant aux yeux des Yougoslaves que des Alliés.

25 mars 1941 : Le texte de l'accord qui ne prévoit toutefois pas d'engagement militaire direct de Belgrade est signé à Vienne.

26 mars 1941 : La foule serbe descend dans les rues de Belgrade et scande : « Mieux vaut la tombe que l'esclavage, mieux vaut la guerre que le pacte ! » L'armée s'empare du pouvoir avec le soutien actif de l'Intelligence service et les encouragements de Staline. Le régent Paul est arrêté et la majorité du roi Pierre est instaurée. Furieux, Hitler prépare « l'opération Châtiment » qui doit, d'un coup de faux, mettre à genoux la Yougoslavie et tendre la main aux Italiens aux prises avec les Grecs.

6 avril 1941 : Début de « l'opération Châtiment ». La Wehrmacht attaque à partir de la Bulgarie et de l'Autriche avec l'appui des Hongrois et des Italiens.

11 avril 1941 : Belgrade est occupée tandis que le gouvernement royal évacue le pays vers la Grèce puis l'Egypte.

17 avril 1941 : L'Etat major yougoslave capitule. La Yougoslavie s'est effondrée en onze jours.

Mai 1941 : Les Allemands installent à Belgrade, sous la direction du général Milan Nediç, un gouvernement de collaboration qui tente, dans la mesure du possible, de faire la part du feu. La Yougoslavie est dépecée. Tandis qu'un Etat croate oustachi voit le jour, la Serbie se trouve ramenée à ses frontières de 1878. Les Hongrois annexent la Voïvodine, les Albanais le Kosovo, les Bulgares la Macédoine.

Juillet 1941 : Les Oustachis massacrent en Krajina 1 200 Serbes, hommes, femmes et enfants, en deux jours.

21 octobre 1941 : Suite à la mort de trente-cinq soldats allemands tués par les partisans, deux mille civils serbes sont fusillés à Kragujevac.

Novembre 1941 : Rupture entre les partisans de Tito et les Tchetsniks de Mihailovic.

Été 1942 : Tito et les partisans font la conquête de toute la Bosnie centrale.

Novembre 1942 : Création de l'Armée nationale de libération et d'un Conseil antifasciste. Tito est d'origine croate mais, parmi ses seconds, Rankovitch est serbe, Kardelj est slovène et Djilas est monténégrin. Tito est donc le premier leader yougoslave de la Yougoslavie.

1943 : Les Tchetsniks font de la lutte contre les communistes leur priorité, abandonnant aux communistes le prestige du combat contre l'occupant. En Bosnie, les exactions des Tchetsniks à l'encontre des Croates les font basculer dans le mouvement titiste. Si Mihailovic refuse tout accord avec les Allemands, il reçoit à plusieurs reprises des armes de la part des Italiens.

Août 1944 : Winston Churchill rencontre Tito à Naples et, jugeant l'attitude des Tchetsniks décevante, décide de soutenir et d'armer les partisans. Par une allocution radio, le roi Pierre II de Serbie exhorte ses sujets à se rallier à Tito.

20 septembre 1944 : Belgrade est libérée sous l'action conjointe des partisans et des Soviétiques. 10 000 Tchetsniks sont désarmés et exécutés.

28 janvier 1945 : Le roi Pierre II remet ses pouvoirs à un Conseil de régence.

Mars 1945 : Les partisans titistes capturent Mihailovic.

3 mars 1945 : Tito est nommé Premier ministre et ministre de la Guerre.

10 mars 1945 : Afin d'empêcher l'équilibre démographique de se modifier, Tito va interdire aux réfugiés serbes de Kosovo-Métochie de revenir dans leur foyer d'origine. Dans l'esprit de Tito, cette province devait servir de pont avec l'Albanie d'Enver Hoxha, dans la perspective d'une fédération balkanique à venir.

8 mai 1945 : Capitulation de l'Allemagne et fin des hostilités.

Une petite Serbie dans une grande Yougoslavie (1945-1991)

Lorsque la seconde Yougoslavie surgit des décombres fumants de la seconde guerre mondiale, les dirigeants communistes ne veulent surtout pas apparaître comme les continuateurs de la monarchie des Karageorgévitch. Au nom de l'internationalisme prolétarien, ils s'emploient à étouffer toute velléité « grande serbe ». Tito applique sa maxime favorite : « La périphérie doit gouverner. » Il instaure une république fédérale qui compte, jusqu'en 1991, six républiques : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Macédoine. Elles jouissent toutes d'un gouvernement, d'un Parlement. La nouvelle Yougoslavie fédérale rejette un grand nombre de Serbes hors de la Serbie dans des républiques dirigées par d'autres peuples. En 1945, 40 % des Serbes habitent à l'extérieur de la Serbie étroite. De plus, la République serbe est divisée en trois entités avec deux régions autonomes dévolues aux minorités hongroise et albanaise (la Voïvodine et le Kosovo). Ceci, alors que les Serbes de Krajina en Croatie ainsi que les Serbes de Bosnie n'ont pas le droit au même traitement. Ce système fait qu'à partir des années soixante-dix, les Serbes deviennent les plus virulents défenseurs de l'unité yougoslave, unique manière de

maintenir un lien entre leurs minorités et la mère patrie. L'autre spécificité de la Yougoslavie titiste est son radicalisme idéologique. Contrairement à une idée répandue, Tito n'a jamais rompu avec le marxisme. Au contraire, il s'en veut le plus fidèle disciple. Le schisme avec l'URSS a d'autres origines. Lorsque l'on est jeté hors de son Eglise et que l'on ne veut pas remettre en cause les principes du dogme, il ne reste qu'une seule alternative, écrit Jean-Marie Domenach : « Ou l'on se soumet, ou l'on retourne contre le pape l'accusation d'hérésie. Tito se mit en devoir de prouver que le vrai marxiste c'était lui, et non Staline : les sanctions, les injures qui frappaient en plein cœur le parti yougoslave ne pouvaient procéder que de la dégénérescence en Russie du marxisme-léninisme authentique. »

29 novembre 1945 : Tito devient président de la république fédérale populaire de Yougoslavie. La dynastie des Karageorgévitch est abolie.

31 janvier 1946 : La Constitution de la Yougoslavie est promulguée.

10 février 1947 : Le traité de Paris permet à la Yougoslavie de revenir aux frontières de 1919, enlevant à l'Italie ses acquisitions de 1920 (l'Istrie).

5 octobre 1947 : Les représentants de neuf partis communistes européens annoncent la naissance à Belgrade d'un bureau d'information appelé Kominform, qui coordonne l'activité de ces partis.

23 avril 1948 : La Bulgarie et la Yougoslavie signent un traité dans la perspective d'une fédération balkanique.

28 juin 1948 : Rupture avec l'URSS. Deux raisons expliquent la cassure entre Moscou et Belgrade. A la différence des autres démocraties populaires d'Europe de l'Est, Tito se sait à égalité avec Staline. Il a conduit une lutte de libération nationale et, malgré l'intervention tardive de l'Armée rouge, estime ne rien devoir à personne. En substance, il échappe au contrôle de Moscou. Par ailleurs, le projet de fédération balkanique heurte la susceptibilité de Staline. La manière qu'a Tito de s'affirmer comme un leader régional est incompatible avec la direction centralisée chère aux Soviétiques. Les Occidentaux n'ont pas compris la nature de la crise et attribuent à Tito des orientations nationalistes qu'il n'a pas. Or, souligne Georges-Henri Soutou, « Tito raisonnait non pas en termes nationalistes mais toujours dans le cadre du mouvement communiste international : il s'agissait pour lui, non pas de se rapprocher réellement des Occidentaux (auxquels il restait profondément et idéologiquement hostile), mais de renforcer sa position pour faire capituler Moscou et pour retrouver sa place au sein du mouvement communiste, ce que nous verrons se produire en 1955 ».

22 décembre 1949 : « Une agression contre la Yougoslavie ne laisserait pas les Etats-Unis indifférents », déclare le président américain Harry Truman.

26 juin 1950 : Une loi sur les conseils ouvriers inaugure l'autogestion. Les producteurs élisent leurs représentants selon la proportion qu'occupe chaque secteur dans la production nationale. Ce critère favorise l'industrie au détriment de l'agriculture. Au niveau fédéral, le plan est souple. Il dessine les grandes lignes, et la Banque fédérale répartit les investissements. Mais c'est la commune qui arrête les objectifs, qui perçoit les crédits et qui contrôle l'exécution de la production en accord avec les conseils ouvriers.

2-7 novembre 1952 : A l'occasion du VI^e Congrès, le Parti communiste prend le nom de Ligue communiste. Ce changement vise à montrer que les communistes refusent l'inertie bureaucratique. Ainsi, les délégués élus sont révocables à tout instant.

9 août 1954 : La Grèce, la Turquie et la Yougoslavie signent le pacte de Bled. La Yougoslavie se trouve associée à des pays de l'OTAN dans le cadre d'une alliance défensive.

26 mai 1955 : Les relations diplomatiques avec l'URSS sont restaurées au terme de la visite

officielle de Khrouchtchev. Les Soviétiques acceptent la voie yougoslave vers le socialisme.

29 avril 1957 : A cause de l'échec du « tout industriel », la collectivisation des terres est abandonnée. La baisse de production d'une agriculture déstabilisée a provoqué un retard en biens d'équipement et l'explosion de la dette. Habituellement exportatrice de denrées agricoles, la Yougoslavie en est devenue importatrice. D'autant que l'autogestion n'a pas vraiment encouragé le travail. Aussi Jean-Marie Domenach observe-t-il que « la journée de travail dure de 6 à 13 h. Excellente institution, dira-t-on, et bien propre à favoriser la vie de famille et la culture personnelle. En réalité, les heures ainsi libérées sont employées par beaucoup de travailleurs à se procurer des ressources, soit en faisant des heures supplémentaires, soit par un travail « au noir » qui est quasi officialisé. L'insuffisance des salaires normaux aboutit souvent à la dépréciation du travail principal, à la baisse de rendement et à un cumul qui entraîne une fatigue supplémentaire ».

7 décembre 1957 : Belgrade renonce à l'aide militaire des Etats-Unis.

6 septembre 1961 : Tito préside à Belgrade la première conférence des non-alignés.

1er juillet 1966 : Le numéro 2 du régime, Alexandre Rankovic, est démis de toutes ses fonctions au sein du Parti et du gouvernement pour s'être opposé à la décentralisation.

28-29 novembre 1968 : Devant le refus des autorités de Belgrade de créer une république kosovare à part entière, les Albanais manifestent à Pristina aux cris de « Kosovo république ! » et « vive Enver Hoxha ! ».

16 octobre 1972 : Epuration de la Ligue communiste serbe. De tendance libérale, les communistes serbes sont favorables à une transition vers l'économie de marché.

21 février 1974 : La nouvelle constitution met en place une Assemblée fédérale comprenant une chambre fédérale et une chambre des Républiques ; les droits des Républiques sont renforcés. Le Kosovo obtient un statut de quasi-république. L'albanais devient la langue officielle et les dirigeants kosovars reçoivent le droit de nommer leurs propres représentants dans les instances fédérales sans en référer à la Serbie.

16 mai 1974 : Le maréchal Tito est élu président à vie de la république de Yougoslavie.

4 mai 1980 : Mort du maréchal Tito. La présidence collégiale sera dévolue à tour de rôle, pendant un an, par les délégués de chacune des six républiques et des deux régions autonomes.

Printemps 1981 : Le 11 mars, le patriarcat de Peç est incendié par des activistes albanais. En avril, les étudiants sont rejoints par les lycéens et les ouvriers. Les affrontements à l'arme à feu font plusieurs victimes avec les forces de l'ordre. Les manifestants, probablement manipulés par Tirana, réclament la création d'une république regroupant tous les Albanais de Yougoslavie. L'état d'urgence est proclamé. En réalité, le conflit kosovar oppose le droit historique et la démographie. Mais, au fur et à mesure des siècles, le nombre lui aussi se mue en pièce de propriété. L'écrivain albanais Ismail Kadaré écrit :

« Les Serbes prennent plaisir à répéter que le Kosovo est le berceau de la Serbie, mais les Albanais estiment que ce territoire appartient tout autant à leur histoire. Le XIVe siècle est jugé par les Serbes plus déterminant que le XIXe... Les Albanais objectent qu'il fut un temps où les Serbes étaient absolument absents des Balkans avant le VIIIe siècle, à une époque où les Albanais y étaient déjà solidement implantés. »

1982 : Une pétition signée par 79 Serbes et Monténégrins du Kosovo-Métochie est adressée aux autorités de Belgrade. Cette pétition exige une protection plus efficace pour la minorité serbe.

1986 : Mémoire de l'académie serbe des Sciences et des Arts. Dans le contexte des tensions au Kosovo, les académiciens rédigent un rapport sur la position de la Serbie au sein de la société

yougoslave. Ils partent de l'idée que la Serbie a été victime de la Yougoslavie. Les Serbes auraient constitué une nation jugée oppressive que les communistes, au nom du principe d'égalité, se seraient employés à brimer. De plus, le texte souligne la précarité de la situation institutionnelle serbe cisailée en trois entités, ainsi que celle des minorités serbes dispersées sur tout le territoire yougoslave. Ce rapport tire le signal d'alarme sur les persécutions dont sont victimes les Serbes du Kosovo et l'albanisation à marche forcée de la région. Si aucune mesure n'est prise, on s'achemine vers un Kosovo ethniquement pur, c'est-à-dire sans Serbes...

1987 : Slobodan Milosevic accède à la présidence de la Ligue des communistes de Serbie en reprenant les revendications de l'Académie serbe des Sciences et des Arts.

Octobre 1988 : Des manifestations de rues organisées par Milosevic amènent les autorités de Voïvodine et du Monténégro à démissionner.

28 mars 1989 : L'autonomie du Kosovo est suspendue.

28 juin 1989 : Commémoration du six-centième anniversaire de la bataille du champ des Merles devant un million de personnes. Slobodan Milosevic essaye dans son discours d'allier la reconnaissance de la dignité du peuple serbe et le maintien d'une fédération pluriethnique. En fait, explique Alexis Troude, « Slobodan Milosevic souhaitait le maintien de la fédération yougoslave car il savait que les Serbes éparpillés sur tout le territoire avaient tout à perdre à demander un Etat serbe ».

20 novembre 1989 : Slobodan Milosevic devient président de la République serbe.

31 janvier 1990 : Des milliers de Serbes manifestent à Belgrade contre le communisme.

23 avril 1990 : Elections libres en Croatie. L'opposition triomphe.

26 mai 1990 : La Ligue communiste renonce au monopole du parti unique.

28 septembre 1990 : La Serbie adopte une nouvelle Constitution par laquelle la république n'est plus socialiste, mais devient un « Etat démocratique de tous les citoyens qui y vivent ».

20 février 1991 : Le Parlement slovène et celui de la Croatie proposent la dissociation de la Fédération en plusieurs Etats souverains autonomes.

28 février 1991 : La Krajina, enclave serbe de la Croatie, déclare sa sécession.

29 mai 1991 : Indépendance de la Croatie.

23 juin 1991 : Indépendance de la Slovénie.

La Serbie étroite (1991-2018)

L'implosion de la Yougoslavie a ramené la Serbie à ses frontières de 1878. Privée de son accès à la mer Adriatique, amputée de son berceau historique, la Serbie paie son hybris, mais surtout sa position géographique. Durant deux millénaires, la déferlante des envahisseurs s'est répandu d'Orient en Occident en empruntant la vallée du Vardar. La Serbie est une maison au milieu d'un carrefour. Face aux invasions, les Serbes sont victimes d'un cruel dilemme : se battre dos au mur contre ceux qui remettraient en cause leur droit à l'existence ou transiger. Quelqu'en soit le prix, le choix héroïque a toujours triomphé. La force de la nation serbe, écrit l'historien Bosko Bojovic, c'est qu'elle distingue le temps long de l'éphémère, l'esprit des contingences matérielles. Aujourd'hui, la Serbie a trois défis majeurs à relever : cicatrifier les plaies béantes de la guerre,

solder la transition économique et s'arrimer à l'Europe sans renier son identité.

16 août 1991 : Les Serbes de Slavonie occidentale (Croatie) décrètent leur autonomie.

21 octobre 1991 : Les Albanais du Kosovo se dotent d'un chef de gouvernement de la république du Kosovo souveraine, Ibrahim Rugova, république proclamée à l'issue d'un référendum clandestin. Les Kosovars s'organisent de façon parallèle avec une administration clandestine.

19 novembre 1992 : L'armée fédérale yougoslave épaulée par des milices serbes d'Arkan achève de prendre le contrôle de Vukovar, capitale de la Slavonie occidentale assiégée depuis trois mois et symbole de la résistance croate. De nombreuses exécutions sommaires sont commises.

27 avril 1992 : La Serbie et le Monténégro instaurent la république fédérale de Yougoslavie. La communauté internationale boycotte cette troisième Yougoslavie.

18 septembre 1992 : La Yougoslavie est exclue des rangs de l'Assemblée générale de l'ONU.

1er juin 1993 : Le président de la nouvelle Yougoslavie, Dobrica Cosic, est déchu de ses fonctions par Slobodan Milosevic allié aux nationalistes de Vojislav Seselj.

11 juillet 1995 : Les forces serbes de Ratko Mladic encerclent l'enclave musulmane de Srebrenica en Bosnie et font exécuter 8 000 musulmans. C'est le plus grand massacre perpétré depuis 1945 en Europe.

Août 1995 : Durant l'opération Tempête, l'armée croate chasse en trois jours 220 000 Serbes de Krajina en Croatie. 1 200 civils serbes sont exécutés sommairement. Les Serbes de Bosnie donnent tout pouvoir à Milosevic pour négocier en leur nom.

21 novembre 1995 : Accords de Dayton qui mettent fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine. Création au sein d'un ensemble confédéral d'une république serbe de Bosnie.

Mars 1996 : Apparition au Kosovo d'un mouvement indépendantiste radical d'inspiration maoïste, l'Armée de libération du Kosovo, (UCK).

Novembre-Décembre 1996 : Mouvement de contestation populaire à Belgrade contre Slobodan Milosevic. Les manifestants protestent contre l'annulation des élections municipales remportées par l'opposition.

14 juillet 1997 : Réélection de Slobodan Milosevic à la présidence de la république serbe.

Printemps 1998 : L'UCK, armée par l'Albanie, intensifie son activité dans la vallée de la Drenica et s'empare d'un tiers du Kosovo.

Mai 1998 : Le Groupe de contact (Russie, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne et Italie) arrête, à l'exception de Moscou, un embargo contre la Yougoslavie.

Juillet-Août 1998 : Brutale contre-offensive de l'armée serbe au Kosovo.

15 janvier 1999 : Massacre de Raçak. Quarante-cinq corps sont retrouvés à proximité du village de Raçak. Ces corps, explique, Alexi Troude, « sont montrés à William Walker, chef de la mission de l'OSCE au Kosovo (MVK), par des membres de l'UCK. Celui-ci en conclut rapidement à un massacre perpétré par les forces serbes. Or, la MVK savait depuis plusieurs mois que Raçak était une base de l'UCK entourée de tranchées et que des Serbes kidnappés non loin du village à l'été 1998 n'avaient jamais été retrouvés. La mission médico-légale dirigée par la Finlandaise Ranta conclut après plusieurs mois de recherches qu'il n'y a pas eu d'exécutions à bout portant et que toutes les victimes étaient des hommes, sauf une femme, elle aussi tuée à distance ».

Février 1998 : Négociations à Rambouillet. L'UCK rejette le statut d'autonomie proposée par Belgrade, et les Serbes refusent le déploiement de soldats de l'OTAN au Kosovo et sur l'ensemble du territoire serbe.

24 mars-8 juin 1999 : Suite à l'échec des négociations de Rambouillet entre Serbes et Albanais, l'OTAN commence en Europe la plus grande opération de bombardements depuis la seconde guerre mondiale, sous le prétexte de prévenir un nettoyage ethnique du Kosovo. L'Alliance atlantique attaque quotidiennement sans mandat de l'ONU des cibles militaires et civiles (hôpitaux, écoles, camps de réfugiés, sièges de télévision). Les ponts sur le Danube et les principaux sites industriels sont détruits. Plus de 3 000 civils périssent tandis que les bombes à uranium appauvri laissent des traces dans l'environnement. Les exactions de certaines milices serbes et les raids aériens provoquent l'exode de centaines de milliers d'Albanais.

9 juin 1999 : Accord de Kumanovo. La résolution 1244 des Nations unies reconnaît la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo. Le mandat est donné à une force internationale, la KFOR, de pacifier la province. L'armée serbe évacue la région. De 1999 à 2005, 250 000 Serbes du Kosovo sont contraints à l'exil, 1 197 sont assassinés, 1 305 sont blessés, 1 138 sont kidnappés, souvent victimes de trafics d'organes. Plus de 150 églises et monastères orthodoxes sont détruits et 40 000 maisons sont incendiées sous le regard passif des hommes de la KFOR (60 000 en 1999 et 18 500 en 2005). Ceux qui ne fuient pas sont regroupés au nord-est de la province, dans la ville de Mitrovica, sous protection d'un contingent de l'ONU.

Septembre 2000 : Vojislav Kostunica, candidat de l'opposition unie, arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle avec 48 % des voix contre 40 % pour Milosevic. Un second tour, que l'opposition dénonce, est prévu pour le 5 octobre.

5 octobre 2000 : Chute de Slobodan Milosevic. Un mouvement populaire de désobéissance civile encouragé en sous main par Washington renverse Milosevic.

Décembre 2000 : Victoire du Bloc démocratique aux élections. Vojislav Kostunica devient président.

2001 : Printemps. Les incursions de la guérilla albanaise s'étendent à la Serbie où l'UCK réclame l'annexion de la vallée de Presevo peuplée d'Albanais.

28 juin 2001 : Livraison de Slobodan Milosevic au Tribunal pénal international de la Haye.

Février 2003 : Mort de la troisième Yougoslavie. Elle est remplacée par la Serbie-Monténégro avec Belgrade comme capitale.

14 mars 2003 : Assassinat à Belgrade du Premier ministre Serbe Zoran Djindjic.

24 mars 2004 : Pogroms antiserbes au Kosovo qui se soldent par 19 morts, 900 blessés, 700 maisons et 30 églises détruites. 4 000 personnes sont chassées de chez elles.

Juin 2004 : Election de Boris Tadic à la présidence de la République qui l'emporte contre le candidat nationaliste du Parti radical de Tomislav Nikolic.

11 mars 2006 : Suicide dans des circonstances mal élucidées de Slobodan Milosevic dans sa prison du TPI à la Haye.

Mai 2006 : Le Monténégro vote l'indépendance à 55 % des votants. La fédération serbo-monténégrine a cessé d'exister.

Octobre 2006 : Vote d'une nouvelle constitution qui réaffirme la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo. Le gouvernement serbe martèle son principe de négociations : « Plus que l'autonomie, moins que l'indépendance. »

1er février 2008 : Réélection de Boris Tadić à la présidence de la République.

14 février 2008 : Déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo. Les pays occidentaux reconnaissent le nouvel Etat. La Serbie considère l'indépendance comme illégale.

Juillet 2010 : Le président Tadić se rend aux commémorations du quinzième anniversaire de Srebrenica.

Mars 2011 : Ouverture de négociations directes entre Serbes et Albanais.

26 mai 2011 : Arrestation de l'ancien chef militaire des Serbes de Bosnie Ratko Mladic.

Mars 2012 : L'Union européenne reconnaît à la Serbie le statut de candidat à l'adhésion.

Mai 2012 : Election du nationaliste Tomislav Nikolović à la présidence de la République.

Novembre 2013 : Début de la construction de la section serbe du South Stream, pipeline par lequel doit transiter le gaz russe vers l'Europe.

Janvier 2014 : Début des négociations d'adhésion à l'Union européenne.

Novembre 2014 : Première visite d'un officiel kosovar à Belgrade

Avril 2016 : Aleksandar Vucic, premier ministre depuis 2014 l'emporte lors des élections législatives anticipées. Son parti, le Parti Progressiste Serbe (SNS) a remporté une victoire écrasante, avec 48,25 % des voix et la majorité absolue au Parlement. Ancien collaborateur de Slobodan Milosevic, A. Vucic a transformé son parti en formation européenne et a su gagner la confiance des chancelleries occidentales. L'adhésion à l'Union Européenne apparaît aussi lointaine qu'incertaine mais un rapprochement avec elle devrait contribuer à la croissance de l'économie. L'amitié avec la Russie n'en demeure pas moins un point de passage obligé de la politique étrangère de Belgrade.

Juin 2016 : le SNS a signé un accord de coopération avec « Russie Unie », le parti de Vladimir Poutine, qui avait été reçu à l'automne 2015 dans la capitale serbe lors de la célébration de l'anniversaire de la libération du pays en 1945.

L'avenir de la Serbie demeure incertain. Comme l'ont déjà fait la Slovénie et la Croatie, elle aspire à rejoindre l'Union européenne, mais celle-ci ne fait plus guère rêver. Ramenée à ses frontières de 1878, enclavée, confrontée à un vieillissement de sa population et à l'exode d'une partie de ses jeunes diplômés, elle est tentée, au nom de la solidarité slave et orthodoxe, de se rapprocher de la Russie. La situation économique et l'évolution des événements au Kosovo, mais aussi en Bosnie, pèseront de manière décisive sur les choix à venir des autorités de Belgrade.

Avril 2017 : Aleksandar Vucic, ancien dirigeant nationaliste devenu un réformateur pro européen, premier ministre depuis 2014, est élu président a installé à sa place une fidèle, Ana Brnabic, première femme, qui plus est homosexuelle, à occuper ce poste. Des signaux envoyés à l'Union européenne mais limités par la persistance des tensions avec le Kosovo voisin.

2018 : Le président Vucic affirme « l'amitié indéfectible » de la Serbie avec la Russie, tout en espérant une adhésion à l'Union européenne. Les résultats économiques s'améliorent, malgré la persistance d'un chômage élevé

Copyright Clio 2021 - Tous droits réservés